



Christophe Gremion & Nathalie Younès
(sous la direction de)

Évaluation en éducation et formation Ancrages et perspectives

**Évaluation en éducation
et formation
Ancrages et perspectives**

Évaluation en éducation et formation Ancrages et perspectives

Sous la direction de Christophe Gremion et Nathalie Younès

Portées par l'ADMEE-Europe et l'ADMEE-Canada, les Presses de l'ADMEE publient des ouvrages portant sur l'évaluation en éducation et formation. Leur vocation est de nourrir le débat et d'enrichir les pratiques dans la communauté internationale francophone des chercheurs et praticiens de ces domaines.

Les Presses de l'ADMEE publient des ouvrages scientifiques permettant de présenter les travaux de recherche issus des colloques internationaux, des activités des réseaux scientifiques thématiques, et plus largement de toute problématique portant sur l'évaluation en éducation et formation. Elles publient également des livres plus spécialement destinés aux praticiens, qu'il s'agisse d'analyse de pratiques, de conception d'outils et de dispositifs d'évaluation ou de formation.

www.presses-admee.com

L'analyse automatique du travail, pour obtenir des informations, notamment sur les motifs, les tendances et les corrélations ("data and text mining") est interdite.



© 2026 Les Presses de l'ADMEE
Éditeur : ADMEE Europe
c/o IRDP, Faubourg de l'Hôpital 43
Case postale 556, CH-2002 Neuchâtel, SUISSE
Impression : Libri Plureos GmbH, Friedensallee 273, 22763 Hambourg
(Allemagne)

Conception couverture : Borsu Olivier - IFRES ULiège

ISBN: 978-2-9701-5367-2

Dépôt légal : Mars 2026

A Gérard Figari

Sommaire

Introduction	13
Chapitre 1. 40 ans, cela se fête !	21
Alain Bouvier	21
Chapitre 2. MEE et e-JIREF : Parcours et enjeux de deux revues scientifiques francophones	29
Carla Barroso da Costa, Cathy Perret, Nathalie Younès	29
Chapitre 3. L'éternel débat des notes à l'école	45
Charles Hadji	45
Chapitre 4. Y a-t-il encore un avenir pour l'évaluation ?	51
Jean-Marie De Ketele	51
Chapitre 5. L'évaluation formative et ses reconfigurations conceptuelles	71
Lucie Mottier Lopez	71
Chapitre 6. Evolution, tensions et perspectives de l'évaluation pour toutes et tous	89
Françoise Pasche Gossin	89
Chapitre 7. RCPE : des recherches collaboratives sur l'évaluation en éducation, d'une approche initialement marginale à une nouvelle alliance entre recherche et formation	107

	Lucie Mottier Lopez, Céline Girardet	107
Chapitre 8.	De l'évaluation comme objet d'étude à l'évaluation comme pratique de recherche	125
	L'essor de la recherche-intervention évaluative, défis et perspectives	125
	Lucie Aussel, Isabelle Bertolino, Dominique Broussal, Christelle Chauffrias, Manon Delbreil, Pauline Hédacq	125
Chapitre 9.	Biais du jugement évaluatif en contexte scolaire	153
	Dylan Dachet, Ariane Baye, Dominique Lafontaine et Marc Demeuse	153
Chapitre 10.	La mesure dans la langue de Molière	177
	Etat des lieux et avenues à envisager	177
	Dominique Casanova et Sébastien Béland	177
Chapitre 11.	Compétences non académiques : malgré les difficultés de conceptualisation et de mesure, un intérêt majeur pour les chercheurs et les praticiens en éducation	201
	Sophie Morlaix	201
Chapitre 12.	La menace de l'évaluation : 40 ans de recherche	217
	Fabrizio Butera	217
Chapitre 13.	Comment « évaluation » et « didactique » s'articulent-elles dans deux champs de recherche anglophones majeurs : les Pedagogical Content Knowledge et l'Assessment Literacy ?	231
	Évaluation et didactique dans le champ des PCK et de l'AL	231
	Céline Lepareur, Annick Fagnant et Raphaël Pasquini	231

Chapitre 14. Évaluer la professionnalisation	257
Apport de 40 ans de publication de l'ADMEE	257
Christophe Gremion	257
Chapitre 15. Réseau thématique international Reconnaissance, valorisation et validation des acquis de l'expérience de l'ADMEE-Europe	277
Dynamique d'un groupe de recherche et orientations épistémologiques, théoriques et empiriques des investigations	277
Carmen Cavaco et Pascal Lafont	277
Chapitre 16. Évaluer en situation de travail, un renouvellement des questions d'évaluation des compétences	293
Patrick Mayen	293
Chapitre 17. Quand dire l'évaluation, c'est faire apprendre	305
La performativité des discours sur l'évaluation	305
Marc Romainville	305
Chapitre 18. L'évolution du concept de feedback, au carrefour des dimensions cognitive, émotionnelle, comportementale et sociale de l'apprentissage	321
Des dimensions inhérentes à l'engagement des apprenants dans le traitement du feedback	321
Matthieu Hausman, Pascal Detroz et Laurent Leduc	321
Chapitre 19. Culture, pratiques et évolution de l'évaluation en éducation et formation	339
Quarante années de transformation et de recherche au Maroc	339
Ghizlane Chemsî, Naceur Achtaich, Mohamed Radid et Mohammed Talbi	339
Chapitre 20. Quarante ans d'évolution de l'évaluation au Liban : Enjeux, réformes et perspectives	357
Wassim El-Khatib, Patricia Azoury	357

Chapitre 21. Du testing adaptatif à l'évaluation intelligente	375
40 ans de tissage entre le numérique et l'évaluation au sein de la Communauté ADMEE	375
Pierre-François Coen	375
Chapitre 22. Changer notre rapport aux preuves d'apprentissage : questions posées par les IA génératives en évaluation	393
Problématiser l'émergence de l'IA en évaluation des apprentissages en enseignement supérieur	393
Isabelle Nizet	393
Chapitre 23. 40 ans de crises de valeurs en évaluation	413
Crisologie de nos recherches	413
Alban Roblez	413
Liste des auteurs et autrices	439

Introduction

40 ans ! La durée d'une carrière scientifique. Une temporalité symbolique pour faire le point, se retourner sur la trajectoire de l'ADMEE-Europe, pour revenir sur ses lignes de force et esquisser ses lignes d'horizon. Dans leur article paru à l'occasion des 30 ans de notre association, occasion d'un regard rétrospectif sur ses origines, trois membres fondateurs, Linda Allal, Marie-Claire Dauvisis et Jean Marie De Ketele (2017) nous conviaient à poursuivre les réflexions en évoquant quelques pistes pour l'avenir. Ils pointaient notamment, l'internationalisation au niveau des membres et dans les publications, les synergies entre les différentes approches de recherche, une thématique-objet d'un ouvrage pour « nos » quarante ans.

Cet ouvrage collectif souhaite répondre à leur invitation et nous sommes particulièrement heureux que l'appel lancé par l'actuel président ait reçu un si large écho auprès des différentes générations, réseaux et tendances de recherches qui s'y expriment. Les contributions, rassemblées en deux parties, permettent de rendre visible comment les fils de la construction d'un socle de référence se nouent avec une dynamique d'élargissement. Chacune est constitutive de cette trame commune en devenir, une alliance entre retour rétrospectif, état des lieux et passage de témoin aux prochaines générations de chercheuses et de chercheurs.

L'ADMEE-Europe, pionnière dans la construction d'un socle de référence autour de l'évaluation

Le choix de l'évaluation comme cœur problématique des recherches et des pratiques, à un moment où les sciences de l'éducation prenaient place dans l'univers institutionnel, apparaît aujourd'hui particulièrement pertinent alors que la demande dans ce domaine est croissante. Alain Bouvier nous rappelle certains éléments biographiques précieux pour en comprendre la genèse en suivant le trajet de liens entre des personnes partageant les mêmes objectifs de recherche sur les questions d'évaluation en éducation et qui, dès le départ, poursuivaient des collaborations internationales.

L'ADMEE-Europe, souvent considérée comme la petite sœur de l'ADMEE-Canada fondée neuf années auparavant, est née en 1986 pour

soutenir une dynamique de recherche émergente en Europe, et plus particulièrement en France, alors qu'elle était déjà institutionnalisée au Québec. Dans le contexte nord-américain, l'accent était mis sur la mesure, ce qui se manifestait tant dans la dénomination initiale de l'ADMEE-Canada (alors Association pour le Développement de la Mesure en éducation) que dans le titre de la revue de l'association (d'abord *Mesure en Éducation*, puis *Mesure et Evaluation en Education*). L'examen du processus de création de ces deux associations montre donc des trajectoires à la fois distinctes, entremêlées et s'influençant réciproquement, ainsi que le met en lumière le texte de Carla Barroso, Cathy Perret et Nathalie Younès dans leur analyse des parcours et des défis des deux revues scientifiques soutenues par l'ADMEE-Europe : MEE et E-JIREF.

Allal et al. (2017) retracent les spécificités contextuelles des trois pays fondateurs de l'ADMEE-Europe que sont la Belgique, la France et la Suisse. Alors qu'en Belgique, il s'agissait essentiellement d'universitaires, les participants français provenaient d'institutions universitaires et non universitaires alors qu'en Suisse, elles et ils étaient issus de centres de recherche hors université travaillant régulièrement avec une équipe de l'université de Genève.

Les différents chapitres de ce livre montrent à quel point les questions initiales s'avèrent transversales au cours du temps, et constitutives d'un socle de référence commun, de repères heuristiques interreliés, dialogiques, mobilisant quantitatif et qualitatif, sommatif et formatif, accompagnement et certification, normalisation et émancipation.

Ainsi, dans le champ de l'évaluation scolaire qui reste prédominant dans les publications de l'ADMEE-Europe, les travaux de Jean Cardinet demeurent largement cités, comme plusieurs auteurs et autrices le notent au fil de ces pages. Dans le numéro thématique de la revue e-JIREF (revue créée par l'ADMEE-Europe) qui lui a été dédié, Wirthner (2017) précise que ce spécialiste d'éducatrice mondialement reconnu dans la conception, la validation et l'utilisation des tests à l'aide des outils statistiques les plus avancés, notamment les modèles multiniveaux, a également prôné une approche méthodologique large alliant quantitatif et qualitatif, le tout, dans une orientation tant compréhensive que praxéologique. Également fondateur des travaux francophones sur l'évaluation formative (Allal et al., 1976), il a contribué à mettre en lumière le concept de régulation, s'avérant central dans la conception d'une évaluation source de changement et de progrès, tant individuels que collectifs (Cardinet et Laveault, 1996). Les défis de l'implantation réussie d'une évaluation soutien d'apprentissage (« assessment for learning » dans le monde

anglophone) dans les systèmes d'éducation, restent entiers (Laveault et Allal, 2016). En considérant les reconceptualisations de l'évaluation formative (élargie, soutien d'apprentissage, continue pour apprendre, inclusive), les textes de Lucie Mottier Lopez et Françoise Pasche Gossin, à rebours d'un discours dichotomique, amènent à prendre en compte de manière réfléchie les tensions fondamentales du champ de l'évaluation scolaire - entre uniformisation et différenciation, entre normalisation et émancipation, entre bienveillance et exigence, entre accompagnement et certification - pour fonder des pratiques conscientisées et améliorées dans une approche intégrative, éthique et humaniste.

Un autre fil conducteur porte sur la « référentialisation » ou méthodologie de l'évaluation partagée (Figari, 1994 ; Figari et Remaud, 2014) comme forme d'enquête évaluative. L'importance de trouver des terrains d'entente situés prend de plus en plus de place dans les recherches actuelles. Le propre de ce concept-méthode de référentialisation consiste à la fois à déterminer des référents dans le champ axiologique et théorique et, dans le contexte où l'évaluation se déroule, à impliquer les parties prenantes. Ce qui conduit aussi à construire des instruments d'analyse, dans lesquels les critères sont justifiés et les indicateurs élaborés collectivement pour en vérifier tant le degré de pertinence que celui de réalisation. Sur la base d'échanges préalables, de réflexions et de négociations, les partenaires peuvent ainsi se mettre d'accord sur le recueil et l'interprétation des informations ainsi que sur les actions consécutives à effectuer. Selon Jean-Marie De Ketele, cette orientation a ouvert le champ aux questions de valeurs, d'éthique et - en référence à Charles Hadji (2021) - à la dimension d'une évaluation à visage humain, à rebours d'une évaluation classante toujours dominante. Cependant, les synergies entre chercheurs et praticiens mais aussi entre théoriciennes et praticiennes, qui est un objectif majeur de l'association, restent un défi, bien que les développements des années 2000, et notamment la création du réseau « RCPE » (recherches collaboratives sur les pratiques évaluatives), marquent des progrès significatifs à ce propos, ainsi que Lucie Mottier Lopez et Céline Girardet le démontrent. Ce fil conducteur est également central dans la recherche-intervention évaluative, théorisée dans le chapitre rédigé par Lucie Aussel, Isabelle Bertolino, Dominique Broussal, Christelle Chauffrassie, Manon Delbreil et Pauline Hédacq qui mettent plus particulièrement l'accent sur la question du pouvoir et des processus démocratiques en jeu dans des démarches données à voir dans leur diversité et leurs exigences tant éthiques que méthodologiques.

Par ailleurs et depuis plus d'un siècle, la docimologie a accumulé une masse considérable de travaux montrant que le jugement évaluatif des

enseignants est affecté par des phénomènes inconscients (stéréotypes, attentes) qui désavantagent particulièrement les élèves discriminés (issus de milieux défavorisés, porteurs de handicaps...). Dylan Dachet, Ariane Baye, Dominique Lafontaine et Marc Demeuse offrent un retour bienvenu sur des études princeps et des méthodologies ayant étudié ces « biais » et des stratégies pour les atténuer - comme la correction anonyme et la focalisation sur une évaluation formative - afin de promouvoir un système éducatif plus équitable. Dominique Casanova et Sébastien Béland mettent en évidence les avancées récentes dans le domaine de la mesure, notamment l'utilisation des modèles de réseaux, des modèles cognitifs et de l'intelligence artificielle, pour améliorer l'évaluation et le diagnostic des apprentissages. Ils appellent à une réflexion sur les nouveaux standards de validité et à l'adoption de modélisations bayésiennes pour tenir compte des défis posés par les enquêtes à grande échelle. Enfin, Sophie Morlaix propose un état des lieux de la recherche sur l'évaluation des compétences non académiques, montrant d'une part leur importance croissante dans les parcours scolaires, universitaires et professionnels, et, d'autre part, les difficultés pour les conceptualiser et les mesurer.

Les élargissements de l'ADMEE-Europe

Il importe à l'occasion de cet anniversaire de relever à quel point la trajectoire de l'ADMEE-Europe a su s'élargir en s'ouvrant à d'autres champs d'intervention et d'enquête, d'autres cultures, d'autres pays, d'autres disciplines, d'autres approfondissements et renouvellements des problématiques.

Les textes qui composent l'ouvrage reflètent la pluralité de notre communauté. Des synergies interdisciplinaires se sont renforcées et enrichies en intégrant progressivement de nouveaux apports. Ainsi le chapitre de Fabrizio Butera présente des résultats issus de la psychologie sociale et qui irriguent désormais les travaux de l'ADMEE Europe. De leur côté, Céline Lepareur, Annick Fagnant et Raphaël Pasquini, en mobilisant deux champs de recherche anglophones majeurs (les « pedagogical content knowledge » et l'« assessment literacy »), mettent en exergue les articulations possibles entre la didactique et l'évaluation, s'inscrivant dans la lancée du réseau evadida, créé en 2013, en réponse au besoin de plus en plus vif d'établir des interactions.

A propos des domaines d'intervention et d'enquête, en plus de la centration initiale sur les élèves, on s'est intéressé aux professionnels de l'enseignement, de l'accompagnement et du pilotage du système scolaire. Par ailleurs, les travaux sur la formation professionnelle et les acquis de l'expérience ainsi que sur l'enseignement supérieur ont monté en puissance.

En examinant l'évolution du concept et des indicateurs de professionnalisation, Christophe Gremion met en relief les tensions entre le développement de l'autonomie individuelle et le contrôle institutionnel. De leur côté, en retraçant la dynamique du réseau international sur la reconnaissance, la valorisation et la validation des acquis de l'expérience (RVVAE) de l'ADMEE-Europe depuis sa création en 2003, Carmen Cavaco et Pascal Lafont soulignent la complexité de relier l'identification de savoirs expérientiels avec les enjeux éthiques de reconnaissance. Patrick Mayen explore pour sa part les enjeux de l'évaluation des compétences en situation de travail et plaide pour la mise en place de conditions institutionnelles sécurisées pour favoriser les apprentissages.

Deux chapitres, situés dans le champ de l'enseignement supérieur, portent également leur attention sur les effets des pratiques évaluatives sur les apprentissages des étudiants et étudiantes. Marc Romainville relève plus particulièrement l'impact considérable des discours enseignants et appelle à plus d'étude des pratiques ordinaires alors que Matthieu Hausman,

Pascal Detroz et Laurent Leduc s'intéressent aux conditions de l'efficacité des feedbacks, mettant l'accent sur la place de la personne étudiante et des médiations tant cognitives qu'affectives, sociales et comportementales, opérant dans le traitement du feedback.

Ces différents terrains sont autant de milieux spécifiques, montrant les apports et les limites des conceptualisations génériques ainsi que tous les chemins qui restent à parcourir ensemble.

Du point de vue des pays impliqués, le processus d'internationalisation originel belgo-franco-suisse s'est poursuivi avec l'ouverture des sections portugaise en 2002, luxembourgeoise en 2004, marocaine en 2009 puis libanaise en 2014. Les délégués fondateurs et actuels de la section marocaine, Ghizlane Chemsî, Naceur Achtaich, Mohamed Radid et Mohammed Talbi, ainsi que les délégués actuels de la section libanaise, Wassim El-Khatib et Patricia Azoury, offrent dans cet ouvrage les paysages de l'évolution de la recherche et des pratiques évaluatives dans ces deux contextes nationaux au regard des dimensions socioéconomiques et politiques qui les caractérisent.

Il semble que, depuis lors, ce processus d'internationalisation se soit stabilisé. Les contacts entrepris pour la création d'une section algérienne et d'une section tunisienne n'ont hélas pas encore abouti à ce jour, les crises politiques et économiques ayant certainement leur part dans cet état de fait. Faut-il y voir également un affaiblissement de la francophonie comme valeur porteuse ? Ou plus simplement, les limites des possibilités d'actions des enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses assurant le portage de l'association, une mission qui s'ajoute, de manière bénévole, à toutes leurs autres missions chronophages d'enseignement, de recherche et d'administration ?

Enfin la technologie est désormais partie prenante de l'évaluation. Pierre-François Coen en retrace l'émergence, depuis le testing adaptatif ou test diagnostique informatisé des années 80-90 (relativement décevant au regard de la complexité des phénomènes en jeu) qui trouve un regain d'intérêt grâce à la puissance des outils actuels jusqu'aux enjeux de l'IA qui semble aujourd'hui « écraser toutes les autres problématiques ». Cette technologie comporte des risques : risque de perte du sens de l'apprentissage, risque accru de standardisation des productions, de déshumanisation des interactions humaines ou encore de captation malveillante de données personnelles qui mettent le monde de l'évaluation au défi d'un usage éclairé, réfléchi et critique de l'IA pour une évaluation réellement intelligente ainsi que nous le propose Isabelle Nizet.

Si les recherches en évaluation sont aujourd'hui fortement ancrées dans les sciences de l'éducation, les origines disciplinaires extrêmement variées des chercheurs et chercheuses de ce domaine (mathématiques, didactiques, ingénierie, psychologie, lettres, économie, philosophie, sociologie, sciences de gestion, sciences cognitives...) et leurs différentes épistémologies, engendrent autant de spécificités dans l'étude scientifique des phénomènes évaluatifs. Ce pourrait être une explication aux foisonnements théoriques et méthodologiques caractérisant le champ ainsi qu'aux controverses le traversant. Il est à souligner que l'ADMEE-Europe réunit des communautés qui ne partagent pas nécessairement les mêmes paradigmes de l'évaluation, ce qui en montre la diversité, mais aussi l'importance de favoriser des débats, voire des controverses. La question des épistémologies est en effet en même temps transversale et ouverte, comme en témoignent les nombreuses publications établies à partir de la littérature internationale. Dès 1983, Chen et Rossi avaient insisté sur l'importance d'une « évaluation dirigée par la théorie », tant il est vrai que l'absence d'une telle conceptualisation renvoie les pratiques et recherches évaluatives à l'univers des croyances et des normes implicites. Les trois grandes strates paradigmatiques, quantitative, qualitative et participative qu'il est possible de déterminer à partir d'une étude cartographique des publications francophones et anglophones dédiées à l'épistémologie et aux épistémologies de l'évaluation (Younès, 2020), manifestent que ces différentes catégories de modèles coexistent mais aussi s'affrontent.

L'évaluation écologique, qui s'inscrit dans une perspective d'évaluation émancipatrice adaptative (Marcel et Gremion, 2025), invite à construire des méthodes et des dispositifs synergiques afin d'intégrer des complexités de différents types, en ménageant à la fois le niveau des situations locales, celui des dimensions transversales d'un commun validé, celui du sens de l'évaluation et de la manière de l'effectuer pour les personnes ou les collectifs évalués (Younès et al., 2020). Si les dimensions politiques et institutionnelles de l'évaluation en sont des composantes fondamentales, la part du vécu propre à chaque personne ou à chaque milieu évalué est également essentielle pour favoriser des dynamiques émancipatrices.

Mais le tout sans méconnaître que l'évaluation s'inscrit dans un monde en crise, marqué par l'incertitude et la désorientation. Le texte d'Alban Roblez pointe le caractère crucial du concept de crise dans l'évaluation : tension, point de bascule, effondrement du système apparaissent comme autant de situations critiques pour repenser des conditions de passage à un autre monde, un monde (plus) désirable.

I. Bibliographie

- Allal, L., Cardinet, J. et Perrenoud, P. (1976). *L'évaluation formative dans un enseignement différencié*. Peter Lang.
- Allal, L., Dauvisis, M-C. et De Ketele, J-M. (2017). L'ADMEE-Europe, née à Dijon en 1986 : développements et perspectives. *Evaluer. Journal international de Recherche en Education et Formation*, 3(3), 107-137).
- Cardinet, J. et Laveault, D. (1996). Dix années de travaux européens et nord-américains sur l'évaluation : Quelles lignes de force ? *Mesure et évaluation en éducation*, 18(3), 1-25.
- Chen, H.-T., et Rossi, P. H. (1983). Evaluating With Sense : The Theory-Driven Approach. *Evaluation Review*, 7 (3), 283–302, <https://doi.org/10.1177/0193841X8300700301>
- Figari, G. (1994). *Evaluer : quel référentiel ?* De Boeck.
- Figari, G. et Remaud, D. (2014). *Méthodologie d'évaluation en éducation et formation, ou l'enquête évaluative*. De Boeck.
- Hadji, C. (2021). *Le défi d'une évaluation à visage humain : dépasser les limites d'une société de la performance*. ESF Sciences humaines.
- Laveault, D. et Allal, L. (dir.). (2016). *Assessment for learning : Meeting the challenge of implementation*. Springer.
- Marcel, J.-F. et Gremion, C. (2025). *Évancipation dans l'institution. Oser le rapprochement entre émancipation et évaluation*. Cepaduès Éditions.
- Wirthner, M. (2017). Jean Cardinet : un précurseur. *Evaluer. Journal international de Recherche en Education et Formation*, 3(3), 13-21.
- Younès, N., Gremion, C. et Sylvestre, E. (dir.). (2020). *Evaluations, sources de synergies*. Les Presses de l'ADMEE.
- Younès, N. (2020). *Vers une évaluation écologique dans l'enseignement supérieur : dispositifs et transformations en jeu*. [Note de synthèse pour l'habilitation à diriger des recherches, Université de Lorraine].

Chapitre 1. 40 ans¹, cela se fête !

Alain Bouvier

En 1979, alors que je préparais ma thèse d'État² en mathématiques pures, je fus invité à faire un premier séjour de six mois à Queen's university, à Kingston dans l'Ontario ; d'autres allaient suivre. Outre ma spécialité de recherche, je m'intéressais à la didactique des mathématiques développée en France depuis la création des IREM en 1968, et à la formation des adultes peu qualifiés. En effet, j'avais eu la chance de travailler avec Bertrand Schwartz dans une longue recherche-action menée conjointement par les universités Lille 1 et Lyon 1 (où j'étais maître-assistant). Elle visait à créer et à assurer une formation diplômante (DEUG) ouverte à des adultes à Bac-3, pour les conduire, par unités capitalisables, en plusieurs années, à Bac+2, sans avoir à passer le Bac. Tout était individualisé et s'inspirait de la taxonomie d'objectifs de Bloom que Bertrand Schwartz faisait alors connaître en France³. Dans notre dispositif de formation d'adultes, l'évaluation jouait le rôle essentiel.

¹ Les 30 ans de l'ADMEE-Europe ont été présentés par les initiateurs du projet : Linda Allal, Marie-Claire Dauvisis et Jean-Marie De Ketele, dans un article sur lequel je m'appuie : L'ADMEE-Europe, née à Dijon en 1986 : développements et perspectives, disponible sur <https://journal.admee.org/index.php/ejiref/issue/view/9>

² Ce diplôme d'État, qui existait alors, est aujourd'hui remplacé par l'Habilitation à diriger des recherches (HDR).

³ En 1971, membre du cabinet de Jacques Delors, il lui avait inspiré la loi sur la formation continue, connue sous le nom de « Loi Delors ».

Pendant mon premier séjour au Canada, outre les universités d'Ottawa et de Toronto, je suis fréquemment allé dans les universités québécoises pour participer à des colloques sur les sujets m'intéressant. C'est ainsi que j'ai entendu parler de l'ADMEE-Canada, très récente : créée en 1977, elle n'avait que deux ans d'existence. J'ai assisté à de riches rencontres et j'ai pu tisser des relations avec plusieurs participants. Certaines se poursuivent encore, je pense à Dany Lavaud de l'université d'Ottawa et Roland Louis de l'université de Sherbrooke, mais aussi Louise Bélair⁴, présidente de l'ADMEE, qui assurait des cours en présentiel à Ottawa, suivis en direct sur des TV par des étudiants à Toronto. C'était ma première découverte de systèmes hybrides, bien avant Internet.

En France, à cette époque, et sauf quelques exceptions comme la docimologie et les travaux d'Henri Piéron, les questions d'évaluation étaient peu travaillées à l'université, c'est même un euphémisme ! Je fus surpris d'apprendre qu'au Québec, il en était tout autrement : des universités délivraient des diplômes professionnels en évaluation. Comme futur métier, l'évaluation attirait de nombreux étudiants, au point que cela finit par poser un problème social délicat : leur nombre dépassait de loin les possibilités d'emplois après l'université. Le système fut très vite saturé, si bien que la majorité de ces diplômes disparurent. Néanmoins, la culture de l'évaluation était installée dans le paysage universitaire et éducatif québécois.

Un peu plus tard, en 1984, de retour en France après plusieurs séjours en Amérique du Nord (Canada et USA), alors que je dirigeais l'IREM de Lyon, le chef de la MAFPEN⁵ me proposa de participer à une formation-action nationale sur l'évaluation de politiques publiques, animée par François Piètre, consultant et formateur d'adultes, lié au CNAM. À cette occasion je fis la connaissance d'un autre participant, Gérard Figari, aussi novice que moi⁶, avec lequel j'avais sympathisé très vite. Le groupe en formation était chargé d'assurer, sous la direction méthodologique de François Piètre, une commande officielle : fournir au ministère, avant une date précise, une

⁴ Des années plus tard, devenu directeur de l'IUFM de Lyon que j'avais fondé, j'ai à deux reprises invité Louise Bélair à venir un trimestre pour faire des cours sur l'évaluation aux étudiants et aux formateurs de l'IUFM très peu formés à ce sujet ; c'était la situation en France. Je fis de même avec Roland Louis, autre membre de l'ADMEE-Canada.

⁵ Structure alors responsable de la formation continue de tous les personnels de l'académie, soit plusieurs dizaines de milliers de personnes.

⁶ Lui littéraire, moi mathématicien, nous étions faits pour nous entendre !

évaluation des 130 récentes universités d'été financées par l'État, afin qu'il puisse décider d'arrêter, de continuer à l'identique ou d'étendre ce dispositif original et très utile. En matière d'évaluation de politique publique, ce fut pour nous une grande leçon sur les rapports entre évaluateurs et commanditaires. Le travail de notre groupe se faisait le week-end et, à la fin, Gérard et moi fûmes chargés de la rédaction du document à remettre. Avec François Piètre, à la date prévue, nous allâmes tous les trois au ministère présenter nos conclusions. Nous apprîmes alors que la décision était déjà prise depuis quelque temps ! Afin de récupérer d'importants moyens financiers, en deux ans, le ministère mit fin à ce dispositif malgré son intérêt notable. Souvent, pour les évaluations de politiques publiques, les commanditaires espèrent, au mieux, mais sans le dire, avoir une simple confirmation de leurs décisions empiriques, pour faire de la communication. Cette pratique est donc très éloignée des théories que l'on trouve dans les ouvrages spécialisés en évaluation ! Au moins, pour Gérard et moi, cela aura soudé notre amitié !

La France n'avait pas participé aux rencontres belgo-suisse sur l'évaluation qui se tenaient depuis 1977. Il faut dire que jusqu'au milieu des années 1980, le paysage français sur ce sujet était réduit, très éparé et disparate. Les évaluations de politiques publiques commencèrent à se développer seulement au milieu des années 1980. Elles furent renforcées en 2000 par le vote de la Loi organique des lois de finances (LOLF)⁷. Les différents types d'évaluation, notamment pédagogiques, se multipliaient. S'engageaient désormais des travaux assurés tantôt par des chercheurs d'origine disciplinaire variée incluant les sciences de l'éducation⁸, tantôt par des experts (français et étrangers), des associations et des consultants privés... payés très chers ! C'était l'époque, en France, de la pédagogie par objectifs et de l'évaluation formative.

Pour en revenir au paysage français en 1977, de mémoire, je cite les acteurs qui étaient les plus visibles : les psychologues Jean-Jacques Bonniol et René Amigues avec l'évaluation formatrice et leurs équipes à Aix-en-Provence dans des approches plutôt cognitives, le mouvement de la pédagogie institutionnelle à Paris VIII, avec Jacques Ardoino, Guy Berger, Georges Lapassade, Michel Lobrot, Jacques Guigou et la revue *Pour*, dans des approches psychosociologiques selon lesquelles tout est relation de pouvoir et de contre-pouvoir. Je note aussi la présence de Bertrand

⁷ Ainsi fonctionne la France dans sa grande singularité.

⁸ Elles avaient désormais leur place au Conseil national des universités (CNU) qui joue un rôle déterminant sur la qualification des enseignants-chercheurs français.

Schwartz et Guy Jobert, avec la revue *Éducation permanente*, qui firent connaître en France la taxonomie de Bloom ; à Lyon, le chimiste Maurice Chastrette et à Montpellier Françoise Cros, chimiste elle aussi, avec lesquels je collaborais aux côtés de Bertrand Schwartz. Il y avait encore, à Dijon, Marie-Claude Dauvisis à l'INRAP⁹ et l'économiste Jean-Claude Escher qui dirigeait l'IREDU. À Lyon, on notait la présence du jeune Charles Hadji et du directeur du Cepec, Charles Delorme, (qui n'était pas universitaire), et encore, à Marseille, d'Yves Chevallard en didactique des mathématiques, de Jean-Marie Barbier au CNAM, à Paris, sans compter quelques individus isolés à Nantes, à Caen..., le plus souvent en sciences de l'éducation. Les séminaires des équipes faisaient la part belle à l'épistémologie, à Gaston Bachelard et à l'histoire des sciences.

Les pays francophones européens et le Québec avaient alors, en matière de recherche en évaluation, quelques longueurs d'avance sur la France, où les sciences de l'éducation tardivement nées en 1968 peinaient à se développer dans seulement une quinzaine des quatre-vingt-dix universités¹⁰. On peut noter que dans l'Hexagone, le chemin vers l'évaluation s'est fait en trois temps, sur trois décennies : dans les années 1970 par la formation continue des adultes, puis la formation continue des enseignants (IREM et MAFFEN) dans la décennie 1980 et enfin la formation initiale des enseignants (IUFM) dans les années 1990. Vint alors le temps des experts et spécialistes en évaluation, sollicités par les pays francophones d'Afrique, par le ministère de la coopération tant qu'il a existé, ensuite par le ministère des Affaires étrangères, par l'Unesco, par l'Europe pour des projets sur appel d'offres et par d'autres instances internationales. C'est ainsi, par exemple, que Jean-Marie De Ketele et moi fûmes sollicités par quelques-uns des différents organismes que je viens de citer et par des pays, notamment le Canada (Ottawa), pour évaluer le plus gros centre de recherche en éducation du Québec. De leur côté, les pays anglo-saxons pouvaient se passer de notre pays. Ils étaient riches de compétences et d'expertises, comme j'ai pu le constater lors d'un séminaire d'une semaine à Georgetown university (Washington DC) et un autre, aussi important,

⁹ Dépendant du ministère de l'agriculture. L'enseignement agricole était tourné vers l'innovation et on peut noter que, de leur côté, les lycées professionnels étaient en pointe sur l'évaluation pédagogique, par exemple avec le Gérex soutien à la fin des années 1980.

¹⁰ Elles sont encore absentes du CNRS (25 000 emplois, dont plus de 11 000 chercheurs) et du Collège de France.

regroupant des experts américains¹¹, mais en Colombie-Britannique : le travail se fait encore mieux dans un cadre magnifique et très agréable !

Je note aussi une particularité française de cette longue période fondatrice. Les origines disciplinaires des chercheurs en évaluation étaient variées : mathématiques, didactique des mathématiques ou de la physique, chimistes, École polytechnique et École des mines, CNAM, psychologie, lettres, psychosociologie, économie, philosophie, sociologie, sciences de gestion et, un peu, en sciences de l'éducation. Depuis, les temps ont changé.

C'est en 1986 que Linda Allal, Jean-Marie De Ketele et Yvan Tourneur¹², lors d'un colloque international à Dijon auquel je participais, soumièrent aux débats des présents l'idée de créer en Europe une association internationale sur le modèle de l'ADMEE-Canada. Il fut proposé de l'appeler ADMEE-Europe. Mais dans l'acronyme canadien, le « M » était là pour « Mesure », idée inacceptable pour les institutionnalistes français et d'autres courants. Pour sortir du débat idéologique et faussement épistémologique, il fut alors décidé que le « M » serait conservé, mais au titre de la « Méthodologie » et Yvan Tourneur fut élu comme premier président. Plus tard, le Canada nous a rejoints sur cette appellation.

Dès la création de l'ADMEE-Europe, il fut décidé que la présidence de l'association tournerait tous les deux ans, en changeant de pays, ce qui se fait depuis. Et plutôt que de se doter d'une nouvelle revue en évaluation pour laquelle nous avions encore peu de forces vives en Europe francophone, si ce n'est autour de Jean Cardinet avec le renfort de Linda Allal et Yvan Tourneur, il fut décidé de proposer à l'ADMEE-Canada que leur revue devienne commune aux deux associations. Ce fut une très sage décision, du gagnant-gagnant !

Longtemps après arriva le moment où les Français devaient, à leur tour, proposer un candidat pour succéder à Jean-Marie De Ketele, président en exercice. Dans l'Hexagone, l'évaluation s'était développée, de petites équipes émergeaient ici et là, mais en se faisant concurrence, avec des désaccords surtout idéologiques, parfois violents, comme souvent en

¹¹ Outre un Allemand et un Français (ma personne), il regroupait des enseignants chercheurs et des experts américains plus politiques, dont deux membres du cabinet de deux différents Présidents américains, politiquement opposés, en présence de leur homologue en exercice auprès du Président du moment. Aux USA, à cette époque, c'était possible. En France, ce serait inimaginable !

¹² Cf. Note 1, op. cit.

France. Je crois que n'ayant pas d'enjeux personnels sur ce sujet et étant externe aux sciences de l'éducation, à mon grand étonnement, il me fut proposé d'assurer cette présidence. Je le fis avec plaisir. Cela me donna l'occasion de collaborer avec des gens que je trouvais fort sympathiques et compétents, en Suisse romande et en Wallonie, notamment dans l'équipe autour de Jean-Marie De Ketele avec le regretté Léopold Paquay qui devint mon vice-président. À Grenoble où était désormais Charles Hadji, Gérard Figari était déjà en pointe. Il sera plus tard le deuxième président français.

Au milieu des années 1980, il était curieux pour moi de constater que, hormis quelques pratiques de « pédagogie par objectifs » et de travaux sur les compétences de Guy Le Boterf, proche de Bertrand Schwartz, l'évaluation pédagogique était quasiment absente dans l'enseignement scolaire français, à l'exception de l'enseignement agricole toujours soucieux d'innovations et d'expérimentations, et de l'enseignement professionnel, en particulier avec le très intéressant « Gérex soutien¹³ ». Impossible d'imaginer que l'enseignement général s'inspire de ces deux domaines qu'il méprisait par tradition, c'est la France !

Au début de l'ADMEE-Europe, j'avais noté que dans l'Hexagone, sur différents terrains autres que l'enseignement, comme le secteur médical par exemple, on voyait se pratiquer de l'expérimentation, du retour d'expériences et de l'évaluation. Il y avait des évaluateurs faisant réellement de l'évaluation. Dans notre secteur éducatif émergeaient surtout des auteurs de textes proposant, au niveau méta, des réflexions sur l'évaluation, souvent écrits par des chercheurs qui n'avaient pas, eux-mêmes, réalisé des évaluations. Comme s'il y avait d'un côté ceux qui faisaient empiriquement de l'évaluation, mais sans vues théoriques, et de l'autre, ceux qui théorisaient, mais sans expérience effective. J'imaginai alors l'ADMEE comme un lieu de riches rencontres entre ces deux mondes culturels qui s'ignoraient. Pendant les deux années de ma présidence, j'ai tenté, mais très naïvement et vainement, de faire évoluer cette situation, sans arriver à combler ce fossé. Heureusement, aujourd'hui, le temps a fait son œuvre. Les évolutions culturelles ne se décrètent pas, elles sont longues à aboutir.

¹³ Dispositif pédagogique de soutien pour les élèves de lycées professionnels, fondé sur l'évaluation des compétences et conçu à la fin des années 1970 par des psychopédagogues des École normales nationales d'apprentissage, les ENNA chargées de la formation initiale et continue des professeurs de lycées professionnels jusqu'en 1990.

Avec son recul et sa grande sagesse, Charles Hadji nous dit, dans ce qui suit, où nous en sommes. Après l'absence d'évaluations, serait-ce le trop-plein ?

Chapitre 2. MEE et e-JIREF : Parcours et enjeux de deux revues scientifiques francophones

Carla Barroso da Costa, Cathy Perret, Nathalie Younès

I. Introduction

Les revues scientifiques jouent un rôle essentiel dans la diffusion des recherches francophones, la langue constituant à la fois un espace culturel de référence et une source de pertinence scientifique ainsi que d'intercompréhension. Comme le souligne Larivière (2014) dans une chronique publiée dans le Magazine de l'ACFAS, les revues jouent un rôle central dans la valorisation des travaux issus des équipes de recherche locales. Elles mettent en lumière la qualité des études menées et la contribution de la communauté scientifique à l'enrichissement des savoirs. En s'appuyant sur des processus éditoriaux rigoureux, elles alimentent les débats contemporains et soutiennent la prise de décisions éclairées (St-Onge et al., 2021).

Dans le champ de l'évaluation en éducation, l'ADMEE-Europe appuie deux revues scientifiques. Historiquement, Mesure et Évaluation en Éducation (MEE), fondée en 1978 par l'ADMEE-Canada, constitue un lien privilégié entre les deux associations. Plus récemment, Évaluer. Journal international de recherche en éducation et formation (e-JIREF), créé en 2015 par l'ADMEE-Europe, est venu élargir la politique de valorisation et de diffusion des savoirs scientifiques, tant pour les chercheuses et chercheurs que pour les praticiennes et praticiens engagés dans le domaine.

Un regard rétrospectif permet d'identifier les principaux domaines des articles publiés dans les deux revues : d'une part, la mesure, l'évaluation et la régulation des apprentissages en classe, dans l'enseignement supérieur et dans la formation professionnelle ; d'autre part, l'évaluation de programmes, de dispositifs et de systèmes éducatifs. Dans ces différents domaines, les questions relatives au numérique - et récemment à l'intelligence artificielle - aux dimensions tant affectives que sociales et cognitives, qui ont pris de l'importance ces dernières années, rendent compte des évolutions correspondantes du champ de la recherche et du champ des pratiques en évaluation.

Ce chapitre porte une attention particulière aux enjeux de la publication scientifique francophone, en mettant au centre de l'analyse l'expertise et les orientations de ces deux revues. Dans un contexte où l'anglicisation de la communication scientifique suit un processus difficilement réversible (Larivière et al., 2018) se pose la question de l'intérêt, pour la communauté francophone, de maintenir une politique éditoriale en français, malgré les efforts considérables qu'elle exige des équipes éditoriales comme des auteurs et autrices. L'expérience de MEE et d'e-JIREF, façonnée par cette tension constante, illustre à la fois des spécificités liées à leurs contextes tant culturels que nationaux et les stratégies mises en œuvre pour concilier rayonnement scientifique et vitalité de la publication francophone.

II. L'essor de MEE et d'e-JIREF dans la publication scientifique francophone en évaluation

II.a. Mesure et Évaluation en Éducation (1978) - « Le navire est lancé »¹

C'est dans cette dynamique de valorisation du savoir scientifique francophone, au sein d'un champ alors en pleine émergence, que paraît, en mars 1978, le premier numéro du nommé bulletin Mesure en Éducation, un titre révélant le fort tropisme initial pour la mesure. Publiée par

¹ Extrait du numéro 1(2) de 1978 de la revue : introduction, écrit par Joseph Lemieux, premier directeur de la revue alors intitulée bulletin Mesure en Éducation.

l'Association professionnelle de mesure en éducation (APME), devenue, en 1979, l'Association des spécialistes de la mesure et de l'évaluation (ASPME), puis, en 1986, l'Association pour le développement de la mesure et de l'évaluation en éducation (ADMEE) et aujourd'hui, l'Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation (ADMEE), la revue, à l'origine, répondait à un besoin fondamental : maintenir et renforcer les liens de coopération entre les experts du domaine. En 1982, à l'occasion de la parution du numéro 5(1), la revue adopte son nom actuel : Mesure et Évaluation en Éducation (MEE).

À l'origine québécoise, la revue est née d'un double besoin : d'une part, promouvoir les échanges scientifiques et diffuser les résultats de recherche auprès des chercheuses, chercheurs et praticiennes, praticiens intéressés par un champ en développement ; d'autre part, offrir un espace de publication scientifique en langue française — une nécessité d'autant plus pressante dans le contexte de l'époque. En effet, comme le souligne le rapport de l'ACFAS (2021), les années 1970 et 1980 ont été marquées par la montée en puissance de l'anglais comme langue dominante de la production scientifique, souvent au détriment d'autres langues, dont le français. Dans ce contexte de marginalisation croissante des publications non anglophones, la revue MEE a su s'affirmer rapidement comme la principale revue francophone spécialisée en mesure et en évaluation, comblant ainsi un vide dans le paysage scientifique de l'époque.

En 1985, l'élargissement de la portée de la revue MEE s'est accéléré avec la création de l'association sœur, l'ADMEE-Europe, renforçant ainsi son caractère international. Le premier numéro marquant concrètement la composition d'une équipe de rédaction issue à la fois de l'ADMEE-Canada et de l'ADMEE-Europe est le volume 9(1), paru en 1986. Depuis lors, la collaboration entre les deux associations est une des forces de la revue, rassemblant une vaste communauté de recherche engagée dans la production d'un savoir scientifique rigoureux, ancré dans les contextes éducatifs francophones et enrichi par des contributions provenant de plusieurs continents. Cette assise s'est consolidée non seulement grâce à la rigueur de ses processus scientifiques et éditoriaux, mais aussi en raison de son approche résolument pluridisciplinaire. MEE se positionne ainsi comme un espace de publication ouvert à des domaines variés au-delà de l'éducation, tels que la santé et les sciences sociales.

II.b. e-JIREF (2015) – Naissance d’une revue aux multiples défis

En 2015, *Évaluer. Journal international de recherche en éducation et formation* (e-JIREF) publie son premier numéro et s’inscrit d’emblée dans le paysage de la recherche francophone en éducation et formation. Dès son éditorial fondateur, la revue affiche son ambition d’offrir « un regard pluriel sur l’évaluation, offert aux scientifiques francophones et construit par eux » (Demeuse et al., 2015, p. 1). Elle adopte une conception élargie de l’évaluation, dépassant les questions de mesure en éducation, pour intégrer les apports de disciplines variées et abordant des objets multiples : évaluation des apprentissages, des dispositifs, des politiques éducatives ou encore en formation professionnelle. Ce positionnement vise à croiser différentes perspectives méthodologiques et théoriques, afin d’enrichir la réflexion et d’inspirer les pratiques.

Complémentaire à MEE, e-JIREF s’inscrit dans l’écosystème de communication scientifique de l’ADMEE-Europe, aux côtés de ses colloques internationaux, de ses réseaux thématiques, de ses journées nationales et de sa newsletter. Le processus de publication se veut rapide, accessible et ouvert à toutes et tous, quelle que soit l’origine géographique des personnes autrices. Créée dans un contexte d’expansion des sections nationales de l’ADMEE-Europe — qui, après le trio initial Belgique-France-Suisse, a progressivement intégré le Luxembourg, le Portugal et le Maroc — la revue reflète la diversité et la richesse des travaux de recherche menés en français dans des environnements variés.

Respectueuse des standards scientifiques, e-JIREF revendique également une certaine liberté éditoriale, permettant d’exprimer les spécificités nationales et de traiter de problématiques parfois singulières. Fidèle à une vision démocratique de la diffusion des connaissances, elle rend les résultats de recherche accessibles non seulement à la communauté scientifique, mais aussi aux personnes engagées dans les pratiques éducatives et aux responsables impliqués dans le champ de l’éducation et de la formation.

III. L'accès ouvert pour la qualité et le partage démocratique des résultats de la recherche

Les trajectoires de MEE et d'e-JIREF les placent toutes deux parmi les acteurs engagés dans l'adaptation aux normes contemporaines de la publication scientifique. Elles défendent un modèle de diffusion en libre accès, refusant le système dans lequel les personnes chercheuses paient à la fois pour publier et pour lire. Elles contribuent ainsi activement à la démocratisation de l'accès au savoir en éducation et en formation.

Ce positionnement s'inscrit dans le contexte plus large de la mutation des environnements numériques et de la remise en question du poids croissant des grands éditeurs commerciaux. L'Initiative de Budapest pour l'accès ouvert, lancée en 2002, a constitué un jalon majeur en promouvant la mise en ligne gratuite, sans restriction, des articles évalués par les pairs, afin d'accélérer la recherche, enrichir l'enseignement et démocratiser la connaissance. Elle appelait aussi à repenser les mécanismes de financement, en mobilisant institutions, gouvernements et communautés savantes pour instaurer un modèle plus équitable et durable.

Au Canada et plus particulièrement au Québec, la transition vers le libre accès s'est accélérée à partir de 2015, avec l'adoption de la Politique des trois organismes² sur le libre accès aux publications, puis, en 2019, avec l'adhésion des Fonds de recherche du Québec (FRQ) à la cOAlition S et à son Plan S³. Depuis, le libre accès constitue un critère d'admissibilité incontournable aux programmes de soutien aux revues scientifiques, tant au niveau provincial (FRQSC) que fédéral (CRSH).

² Au Canada, les trois organismes subventionnaires fédéraux — le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) — souvent désignés sous le nom de Trois organismes, financent une grande partie de la recherche universitaire.

³ cOAlition S, un consortium de grands organismes de financement européens, qui a lancé en 2018 le Plan S. Celui-ci stipule que toutes les publications scientifiques financées par des fonds publics doivent être accessibles immédiatement en libre accès, sans période d'embargo.

Entre 2021 et 2023, Mesure et Évaluation en Éducation (MEE) a consolidé son engagement envers le modèle « diamant »⁴ (Coalition Publica, 2024), modèle également adopté par la revue e-JIREF. Les deux revues partagent ainsi une même vision : offrir un accès gratuit à leurs contenus, sans frais ni pour les personnes autrices ni pour les personnes lectrices, et promouvoir une diffusion équitable et ouverte des connaissances. Elles appliquent une licence libre (la licence Creative Commons CC BY 4.0) conforme aux standards du Plan S, et intègrent le code ORCID afin de garantir l'identification unique des auteur·e·s et de faciliter la reconnaissance de leurs contributions.

Ces choix illustrent la capacité de MEE et d'e-JIREF à s'adapter en continu aux standards contemporains de la publication scientifique, tout en partageant la volonté de rendre la recherche en éducation accessible, utile et librement réutilisable. Toutefois, comme le souligne le rapport de Beth et al. (2024), certains enjeux demeurent et trouvent un écho direct dans l'expérience concrète des deux revues.

IV. Mutations et adaptations au fil du temps : des enjeux en commun

Depuis le début des années 2000, le virage numérique des revues scientifiques a profondément transformé le paysage de la publication. La diffusion en ligne a modifié les modes d'accès au savoir, accéléré les processus éditoriaux, favorisé l'essor du libre accès et redéfini les critères de visibilité et d'évaluation des revues. Mais cette transition s'accompagne aussi d'effets plus critiques : pression accrue sur les équipes de rédaction pour maintenir des standards élevés dans des délais resserrés, risque de marginalisation des revues non anglophones, généralement moins bien indexées dans les grandes bases de données internationales, et besoin croissant de créer des espaces de partage, de discussion et de formation pour aider les équipes à s'adapter à ces mutations. Les enjeux liés à ces transformations seront présentés dans les sections qui suivent.

⁴ Le libre accès diamant est un modèle de publication scientifique dans lequel ni les lecteurs ni les auteur·trices ne paient de frais. Ce modèle, non commercial et ancré dans la communauté académique, vise à garantir un accès gratuit et équitable aux savoirs. <https://www.coalition-publi.ca/news-nouvelles/enonce-libre-acces-diamant>

IV.a. Les enjeux de visibilité à l'ère du numérique

En conservant leurs caractéristiques, les deux revues partagent des atouts majeurs qui renforcent à la fois leur visibilité et leur crédibilité scientifique. Toutes deux sont indexées dans l'European Reference Index for the Humanities and Social Sciences (ERIH+), qui recense les revues répondant à des critères reconnus de qualité. Chacune bénéficie également d'une reconnaissance spécifique : e-JIREF et MEE sont référencées par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) en France, tandis que MEE figure également dans le Directory of Open Access Journals (DOAJ), gage de qualité éditoriale et de conformité aux standards internationaux du libre accès, ainsi que dans Education Source (EBSCO).

Actuellement, toutes deux utilisent la plateforme Open Journal Systems (OJS) pour la gestion des soumissions, ce qui, combiné à leur engagement commun pour la diffusion ouverte des savoirs, contribue au rayonnement de la production scientifique francophone en éducation.

Pour MEE, les transformations majeures s'inscrivent dans un contexte d'évolution constante des exigences en matière de diffusion scientifique. De 1978 à 2000, la revue publiait ses articles exclusivement au format papier, par le biais d'abonnements annuels individuels ou institutionnels. Le passage au numérique s'est fait progressivement : à l'automne 2000, elle propose à ses abonné-es un CD-ROM regroupant l'ensemble des articles déjà publiés — une première incursion dans le numérique, mais encore hors ligne. En 2014, MEE rejoint la plateforme du Consortium Érudit⁵, offrant désormais ses articles à la fois en format papier et électronique. Ce choix stratégique joue un rôle déterminant dans l'accroissement de sa visibilité, Érudit occupant une place centrale dans la diffusion des connaissances scientifiques, particulièrement au Québec (Cameron-Pesant, 2018). En 2018, la revue franchit un cap décisif : elle abolit toute forme d'abonnement, lève l'embargo sur ses publications et adopte le libre accès intégral. Les articles sont dès lors diffusés exclusivement en format numérique, marquant la fin des éditions imprimées.

⁵ Organisme à but non lucratif fondé en 1998 par l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal (UQAM), il a pour mission de soutenir l'édition et la diffusion en ligne des travaux scientifiques, en particulier dans les domaines des sciences humaines et sociales.

Pour sa part, E-JIREF, disponible en ligne dès sa création en 2015, a d'emblée adopté un modèle entièrement numérique, lui permettant de maîtriser sa diffusion et d'assurer un accès direct, rapide et gratuit à ses contenus. Ce choix lui a permis de se conformer aux principes du libre accès sans passer par la transition depuis un modèle papier.

IV.b. Les enjeux de la publication scientifique en français à l'heure de l'anglicisation

Un enjeu non négligeable réside dans l'intérêt croissant du milieu de la recherche à publier dans des revues anglophones et à fort facteur d'impact, ce qui leur permet de diffuser les résultats de leurs travaux auprès d'un auditoire plus large (Durand, 2010 ; Gingras et Mosbah-Natanson, 2010). Cette stratégie est souvent perçue comme gagnante, renforçant la visibilité des personnes chercheuses sur la scène internationale ainsi que leur reconnaissance institutionnelle, notamment en matière de financement de la recherche, de promotion académique et de positionnement dans les classements universitaires (Warren et Larivière, 2018). Cependant, cette dynamique exerce une pression croissante sur les communautés de recherche francophones, qui se voient incitées à publier en anglais, parfois au détriment de la production et de la valorisation du savoir scientifique en français. À titre d'exemple, une analyse de 14 280 publications en sciences humaines et sociales de l'Université de Montréal, couvrant la période de 1980 à 2019, révèle une baisse marquée de l'usage du français dans les publications : alors qu'il représentait plus de 50% des articles dans les années 1980, cette proportion est tombée à moins de 20% dans les années 2010 (Larivière, 2018).

Ainsi, les revues francophones, bien qu'essentielles pour diffuser des résultats ancrés dans les contextes socioculturels locaux, peinent souvent à rivaliser avec les grandes plateformes anglophones en matière de visibilité, d'indexation et de financement. Pour faire face à cette réalité, plusieurs stratégies émergent : certaines revues optent pour le bilinguisme, en acceptant la soumission des textes en français et en anglais, d'autres, comme est le cas de e-JIREF, choisissent d'assumer pleinement leur identité francophone en renforçant la légitimité de la publication en français, et d'autres comme la revue MEE, proposent des services de traduction vers l'anglais afin d'élargir leur lectorat et d'accroître la portée de leurs publications. Ainsi, depuis le volume 42 (2019), un numéro spécial intitulé Numéro Traduction/Translation Issue est publié annuellement, regroupant un nombre variable de textes traduits en anglais. La traduction

est proposée aux autrices et auteurs dont les articles ont été acceptés et publiés en français initialement et qui souhaitent bénéficier de ce service. Ce numéro additionnel est soumis à des conditions de publication qui peuvent varier d'une année à l'autre, en fonction des ressources financières disponibles.

IV.c. Une activité éditoriale exigeante reposant sur l'engagement des membres de la communauté

Comme le rappellent Beth et al. (2024), toutes les revues scientifiques, quel que soit leur domaine, subissent une pression importante pour maintenir des standards élevés en matière d'évaluation, d'édition et de publication, tout en respectant des délais jugés raisonnables et sans compromettre ni la rigueur scientifique, ni la créativité, ni la vitalité éditoriale. Ce défi est toutefois accentué pour les revues francophones, en particulier MEE et e-JIREF, dont le bassin d'autrices et d'auteurs, ainsi que de lectrices et lecteurs, demeure plus circonscrit au champ des méthodologies d'évaluation en éducation.

Dans ces deux cas, comme dans la majorité des revues, le travail éditorial repose largement sur un engagement bénévole, souvent invisible et peu reconnu au sein de la communauté universitaire (Larivière et al., 2021). Il s'agit d'une activité continue, exigeante en temps et en énergie, nécessitant une forte coordination pour assurer la qualité de toutes les étapes : gestion financière et logistique, coordination de l'évaluation par les pairs, planification des numéros réguliers et thématiques, préparation des demandes de subvention, résolution de problèmes techniques, etc. Tout cela s'ajoute aux autres responsabilités professorales, souvent sans allègement de tâche ni reconnaissance institutionnelle formelle (ACFAS, 2021). Dans ce contexte, les équipes de rédaction⁶ doivent non seulement assumer ces tâches, mais aussi rendre visible l'ampleur de leur

⁶ Par équipe de rédaction, nous désignons l'ensemble des personnes chargées d'administrer une revue, tant sur le plan financier et logistique que sur le plan éditorial. Leurs responsabilités couvrent notamment la supervision du processus de publication, la sélection des articles, le maintien de la qualité scientifique des articles, la définition des orientations et politiques éditoriales, ainsi que les activités de représentation et de mise en réseau.

contribution afin d'obtenir des dégrèvements⁷ ou des soutiens adaptés, en faisant valoir l'importance stratégique de ces activités pour l'avancement des connaissances et la structuration des communautés scientifiques.

L'essor massif du numérique a ouvert de nouvelles perspectives, permettant de diversifier les formats et de donner à chaque revue une identité éditoriale distincte. Mais il a aussi accru les attentes, tant du côté des lecteurs et lectrices que des bailleurs de fonds. Dans les faits, les équipes apprennent souvent « sur le tas », adaptant leurs pratiques au fil des évolutions technologiques, faute de formations systématiques, celles-ci étant rares et souvent fragmentées. Des réseaux émergent néanmoins pour pallier ce manque. Par exemple, le regroupement des revues scientifiques de l'UQAM, le réseau Circé pour le soutien aux publications francophones au Québec et au Canada, ou encore Coalition Publica, qui œuvre à la construction d'une infrastructure de publication numérique. MEE est membre actif de tous ces réseaux.

De son côté, e-JIREF fonctionne grâce à un modèle qui garantit son indépendance scientifique, financé par les cotisations des membres de l'ADMEE-Europe et par les colloques annuels de l'association. Ces ressources rendues suffisantes grâce à l'engagement bénévole des membres de l'ADMEE-Europe, permettent à la revue de fonctionner et de se développer. Ceux-ci assument une diversité de rôles : rédaction, expertise, suivi éditorial, gestion technique de la plateforme, traduction de résumés, participation au comité scientifique, coordination de numéros thématiques, ou encore pilotage de projets spéciaux. Le lancement de la revue a été rendu possible par le soutien de collègues reconnus, qui ont accepté de publier dans ses premiers numéros pour lui conférer une crédibilité immédiate. Toutefois, cet équilibre reste fragile : surcharge des bénévoles, sollicitation répétée des mêmes personnes expertes pour l'évaluation, incidents techniques ou encore détection de plagiat nécessitant des réactions fermes et rapides de l'équipe.

V. Et quel est l'avenir des publications scientifiques ?

Les transformations rapides et constantes des environnements numériques, conjuguées à l'évolution des exigences en matière de

⁷ Réduction de la charge d'enseignement.

publication, redéfinissent en profondeur le travail des revues scientifiques. Si l'avenir comporte encore de nombreuses incertitudes, certaines tendances se dessinent déjà clairement.

Parmi celles-ci, la recherche d'une transparence accrue dans le fonctionnement des revues, y compris sur le plan de la gestion financière, apparaît comme un enjeu central — particulièrement pour les revues francophones. À titre d'exemple, les Fonds de recherche du Québec (FRQ) attribuent désormais un identifiant numérique (Digital Object Identifier, DOI) à toutes les sources de financement, y compris aux revues scientifiques, afin d'assurer une meilleure traçabilité et visibilité des ressources octroyées et de leurs retombées concrètes.

Une autre tendance forte est la consolidation de réseaux d'appui aux équipes éditoriales. Ces réseaux, évoqués dans la section précédente, constituent des espaces de partage, de discussion et d'apprentissage qui prennent une place croissante dans les milieux universitaires francophones. Ils offrent des outils pour suivre l'évolution des normes de publication, mettent en lumière les conditions de travail des équipes éditoriales et incitent les institutions à mieux reconnaître leur contribution. Ils favorisent aussi la formation de la relève scientifique, en intégrant les personnes étudiantes universitaires aux activités des revues.

Enfin, la nécessité de dynamiser les pratiques éditoriales, sans compromettre la mission ni les standards de qualité, s'impose de plus en plus. Les revues explorent ainsi des projets novateurs, en phase avec les intérêts de la communauté scientifique et de leur lectorat, et adaptés à des contextes toujours plus inclusifs, numériques et internationaux. Dans ce mouvement de transformation, encourager et soutenir la participation des jeunes chercheuses et chercheurs constitue un levier stratégique essentiel pour assurer la vitalité et le renouvellement des revues francophones. Consciente de cet enjeu, l'ADMEE — au Canada comme en Europe — en a fait une priorité croissante, en développant des initiatives qui favorisent l'intégration de la relève scientifique, stimulent sa production et renforcent sa reconnaissance au sein de la communauté académique.

En Europe, plusieurs initiatives ont vu le jour pour faciliter l'entrée des jeunes dans la communauté scientifique. Lors de son congrès annuel, l'ADMEE-Europe décerne un prix à la meilleure communication présentée par une personne en début de carrière scientifique, accompagné de la possibilité de publier dans e-JIREF ou dans MEE, avec un soutien financier en cas d'acceptation, et toujours dans le respect des critères rigoureux d'évaluation. Cette action s'inscrit dans un dispositif plus large : ateliers sur la publication inaugurés au colloque de Casablanca en 2020, retraites

de rédaction organisées à Dijon en 2022 en partenariat avec l'IREDU, et ateliers « d'amis-critiques » lors du congrès à Mons en 2023 pour offrir une expertise bienveillante aux jeunes autrices et auteurs. En 2021, la création du concours à publication e-JIREF, destiné aux personnes étudiantes en master et en doctorat, est venue renforcer cette dynamique. En quatre ans, neuf lauréats — issus de France, de Belgique, de Suisse ou à double rattachement — ont vu leurs travaux publiés, reflétant la diversité des problématiques, des méthodes et des contextes explorés.

Au Canada, les sessions d'études annuelles de l'ADMEE-Canada offrent également des espaces pour soutenir la publication scientifique. Elles intègrent des discussions sur la revue MEE et des ateliers sur l'écriture scientifique, alignés sur ses politiques éditoriales. En 2023, un prix a été créé pour récompenser la qualité et l'originalité d'articles publiés par de jeunes chercheuses et chercheurs dans le volume 45 (2022). Cette mesure a eu un impact mesurable : la proportion d'articles issus de cette population est passée de 30% historiquement à 43% en 2023 et 2024, hausse attribuable à la promotion active de l'initiative lors des événements annuels de l'ADMEE au Canada et en Europe.

Qu'il s'agisse de l'ADMEE-Europe ou de l'ADMEE-Canada, ces actions convergent vers un même but : créer des passerelles concrètes pour encourager, accompagner et valoriser les contributions de la relève scientifique, tout en consolidant le dynamisme de la communauté et la pérennité des revues francophones.

VI. En guise de conclusion

Dans un contexte où l'anglicisation de la communication scientifique suit un processus qui paraît irréversible (Larivière et al., 2018), la question du maintien d'une politique éditoriale en français demeure centrale pour la communauté scientifique francophone. L'expérience de MEE et d'e-JIREF montre que ce choix, loin d'être anodin, relève d'un véritable positionnement stratégique et politique. Il s'agit non seulement de défendre la diversité linguistique, mais aussi de préserver un espace de production scientifique ancré dans des contextes locaux, pertinent pour les praticiens et praticiennes, et porteur de perspectives complémentaires à celles dominantes dans l'espace anglophone. Ces deux revues rappellent qu'une langue de publication est aussi un espace culturel et scientifique de référence, garantissant à la fois l'intercompréhension et la valorisation de

recherches souvent invisibilisées dans les circuits internationaux dominés par l'anglais.

L'avenir de la publication scientifique francophone repose ainsi sur un équilibre délicat : conjuguer exigence et ouverture, pérennité et innovation, ancrage local et rayonnement international. Les transformations liées au numérique, au libre accès et à l'essor de l'intelligence artificielle accentuent d'autant plus la nécessité d'adapter les pratiques éditoriales, de soutenir les équipes bénévoles et de reconnaître leur rôle stratégique dans l'écosystème scientifique.

Dans cette perspective, les normes et processus éditoriaux, tout comme le choix de formats, constituent des leviers déterminants qui orientent la trajectoire des revues et façonnent leur place dans le paysage académique. L'engagement de MEE et d'e-JIREF envers des standards élevés – assuré notamment par l'évaluation en double aveugle et l'utilisation de grilles critériées – confère rigueur et crédibilité aux contributions, tout en exposant les limites et biais propres à tout processus d'évaluation (Messu, 2020). Leurs orientations éditoriales, qu'il s'agisse de la liberté de style défendue par e-JIREF ou du format plus structuré privilégié par MEE, traduisent des visions singulières mais convergentes : offrir un espace de diffusion de savoirs pertinent, exigeant et accessible.

Au-delà des contraintes techniques et organisationnelles, ces revues incarnent une vision : celle de lieux où se rencontrent diversité méthodologique, pluralité des perspectives et ancrage dans des contextes éducatifs variés. Cette vision s'appuie sur un engagement affirmé envers la relève scientifique, considérée non pas comme un simple public cible, mais comme un acteur à part entière de la production et de la diffusion des connaissances.

Reste toutefois la nécessité de questionner certains choix éditoriaux qui peuvent contribuer à marginaliser certains formats ou à privilégier des modèles traditionnels de publication scientifique. Dans un environnement où la controverse constructive tend parfois à disparaître, il devient essentiel de rétablir un équilibre entre rigueur scientifique et ouverture aux débats argumentés, aux prises de position et aux analyses critiques. C'est à cette condition que les revues francophones pourront préserver leur vitalité intellectuelle et consolider leur rôle comme espaces vivants de production, de circulation et de confrontation des idées.

Pour les rédactrices et rédacteurs en chef qui prendront demain la responsabilité de MEE et d'e-JIREF, plusieurs éléments de réflexion méritent d'être retenus à la lumière des expériences déjà vécues. La

défense du français comme langue de publication scientifique constitue un point central : il s'agit d'assurer un ancrage solide en francophonie, tout en favorisant des collaborations nationales et internationales qui garantissent la visibilité des travaux dans un espace largement dominé par l'anglais. Il sera également essentiel de cultiver un haut niveau de rigueur éditoriale, en veillant à la transparence des processus et à l'équité des évaluations, sans pour autant étouffer la créativité ni la diversité méthodologique. Dans cette perspective, les formats publiés gagneront à demeurer de plus en plus ouverts et variés, afin de donner une place à des approches théoriques, empiriques, critiques, ou encore issues de contextes éducatifs peu représentés. L'innovation constituera un autre chantier incontournable, notamment par l'usage accru des outils numériques. Cette évolution devra toutefois être menée avec vigilance, afin de préserver l'intégrité scientifique, en s'appuyant sur des moyens adaptés et pertinents.

Enfin, la pérennité des revues reposera sur la force du collectif : reconnaître le travail des équipes bénévoles, répartir les responsabilités de manière durable et consolider des partenariats institutionnels solides. Bien évidemment, s'interroger sur le recours à l'IA par les autrices et auteurs comme par les expertes et experts. Être rédacteur ou rédactrice en chef ne consiste donc pas seulement à gérer un flux de publications, mais bien à faire vivre un espace intellectuel et culturel qui nourrit la réflexion, stimule le débat et soutient la vitalité de la recherche francophone.

VII. Bibliographie

- Acfas, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, et Chaire de recherche du Canada sur les transformations de communication savante de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. (2021, juin). *Portrait et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada* (rapport). https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/r_apport_francophonie_final.pdf
- Acfas (2021, juin). *Recherche et enseignement supérieur : leaders du rapprochement des francophonies canadiennes*. Mémoire produit dans le cadre du Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes et de la prochaine politique du Québec en matière de francophonie canadienne.

- https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/afas_memoire_recherche_francophonie_2021.pdf
- Beth, S., Henry, G., Fortier, A.-M. et van Bellen, S. (2024). *Reconnaître, valoriser, renforcer : recommandations issues du Symposium québécois des revues savantes. Rapport Érudit et Acfas.* <https://erudit.org/public/documents/recommandations-symposium-revues.pdf>
- Cameron-Pesant, S. (2018). Usage et diffusion des revues savantes québécoises en sciences sociales et humaines : analyse des téléchargements de la plateforme Érudit. *Recherches sociographiques*, 59(3), 365–384. <https://doi.org/10.7202/1058719ar>
- Coalition Publica. (2024, octobre). Énoncé sur le libre accès diamant. <https://www.coalition-publi.ca/news-nouvelles/enonce-libre-acces-diamant>
- Demeuse, M., Fagnant, A. et Dupriez, V. (2015). Editorial. Un regard pluriel offert sur l'évaluation offert aux scientifiques francophones et construit par eux. *Evaluer. Journal international de Recherche en Education et Formation*, 1(1), 5-10.
- Durand, C. X. (2006). If It's Not in English, It's Not Worth Reading! *Current Issues in Language Planning*, 7(1), 44–60. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.2167/cilp085.0>
- Gingras, Y. et Mosbah-Natanson, S. (2010) Where are Social Sciences produced? Dans *World Social Science Report. Knowledge Divides* (p. 149-153), UNESCO Publishing et International Social Science Council. <https://www.ost.uqam.ca/publications/where-are-social-sciences-produced/>
- Larivière, V. (2014, septembre). De l'importance des revues de recherche nationales. Chronique Les mesures de la recherche. *Magazine Acfas*. <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2014/09/1-importance-revues-recherche-nationales>
- Larivière, V. (2018). Le français, langue seconde ? De l'évolution des lieux et langues de publication des chercheurs au Québec, en France et en Allemagne. *Recherches sociographiques*, 59(3), 339-363. Érudit. <https://doi.org/10.7202/1058718ar>

- Larivière, V., Beth, S., van Bellen, S., Delmas, E. et Paquin, É. (2021). Les revues savantes canadiennes en sciences humaines et sociales. Rapport Érudit. https://www.erudit.org/public/documents/Revues_canadiennes_shs_2021.pdf
- Messu, M. (2020). Éthique et anonymat : Le cas des revues de sciences sociales françaises. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 22(1). <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.5423>
- St-Onge, S., Forgues, É., Larivière, V., Riddles, A. et Volkanova, V. (2021). *Portrait et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada*. Acfas. <https://www.ost.uqam.ca/en/publications/portrait-et-defis-de-la-recherche-en-francais-en-contexte-minoritaire-au-canada/>
- Warren, J.-P. et Larivière, V. (2018). La diffusion des connaissances en langue française en sciences humaines et sociales. Les défis du nouvel environnement international. *Les revues savantes en sciences sociales et humanités*, 59(3), 327-333. <https://doi.org/10.7202/1058717a>